

# Pour une réinvention de la politique

Véronique Bergen

DANS **LIGNES 2013/2 n° 41** , PAGES 15 À 17

ÉDITIONS **ÉDITIONS LIGNES**

ISSN 0988-5226

ISBN 9782355261190

DOI 10.3917/lignes.041.0015

Date de mise en ligne : 19/03/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-lignes-2013-2-page-15?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Lignes.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Pour une réinvention de la politique

## Véronique Bergen

Après un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement de François Hollande laisse plus qu'une amertume : la certitude d'avoir été floué, trahi. En effet, rarement on aura vu un écart aussi abyssal entre le programme et sa réalisation, si bien qu'on peut affirmer que la seconde s'offre comme le pur et simple renversement, le reniement du premier. Songeons à ce qui s'annonçait comme souci de justice sociale et qui s'est aligné sur les exigences de la finance, pointons les discours dénonçant les mesures anti-immigrés, s'indignant de la chasse aux Roms qui ont basculé dans une politique d'expulsion musclée...

Voter, déposer un bulletin dans l'urne a pour fin de changer un système, voire de le faire chanceler. Or, le vote suivi de l'élection de François Hollande à la présidence a ici conforté un système ultralibéral imposant rigueur aux citoyens, les étranglant au nom de l'absolue nécessité d'une austérité donnée comme inévitable. Le bilan d'une année au pouvoir prend la forme du constat suivant : celui d'une gauche qui, se reniant elle-même, a détruit jusqu'à son nom, jusqu'à devenir l'autre nom de la droite.

Dans le numéro de *Lignes* de février 2012 « Non pas : voter pour qui mais : pourquoi voter ? », j'avais souscrit à une défense du vote alliée à la pratique de mobilisations et de luttes sauvages. En dépit de la trahison hollandienne – illustration parmi d'autres de ce dévoiement des promesses, des paroles en leur contraire –, je persiste à soutenir cette alliance curieuse, instable entre procédure légale et insurrections extra- et anti-étatiques. Je déplierai les raisons pour lesquelles le bilan désastreux d'une gauche qui s'est vidée d'elle-même ne me fait pas basculer dans la position d'un abandon du geste du scrutin. Autrement dit, les raisons

de persévérer dans une foi accordée au mécanisme électoral en dépit de son absorption actuelle dans la farce de la spectaculatisation. Depuis des années, on assiste en toute impuissance à un dépérissement de la politique, lequel dépérissement prend la forme de son inféodation à la sphère de la finance. Dès lors que l'espace politique a été confisqué par les nababs de l'ultra-libéralisme, s'est vu bâillonné par l'exclusif pouvoir plénier des banques, les élections se sont retrouvées prisonnières de cette emprise sans reste du marché. Rendre à nouveau la politique possible, travailler à sa renaissance là où elle a fait l'épreuve d'une destruction progressive de ses pouvoirs, c'est inventer les voies et les moyens par lesquels elle s'affranchira de son obédience au FMI, à la BCE. À l'heure où les hommes politiques se sont résignés à n'être plus que les marionnettes, les pantins de la finance, à l'heure où les fractures sociales explosent, où la pauvreté, la paupérisation programmée est galopante, où le capitalisme dérégule, détruit les liens sociaux, où des franges de la population sont sacrifiées, considérées comme inutiles au système, il s'agit de ne pas consentir à cette déroute, de parier pour la reconquête d'une vie politique qui passe par la création de nouvelles pratiques de luttes et l'organisation de leur après. Dans cet aménagement dans la durée des surrections populaires, les élections composent une ressource centrale. Si, sous leur pire profil, elles peuvent interrompre, briser un mouvement d'émancipation (bien des pays secoués par le printemps arabe l'attestent), si on peut les faire servir à museler l'insurrection, cela ne signifie pas qu'en soi la procédure électorale soit une manœuvre « thermidorienne » qui normalise les révolutions. En effet, elle dessine une des voies de l'après-révolution : quand un corps politique s'est imposé sur la scène de l'Histoire, bouleversant, secouant l'ordre des choses, se pose la question d'inscrire cet événement dans le temps, inscription que les élections sont à même d'acter.

Certes, le vote est un « piège à cons » disait Sartre, une farce dans un contexte où la politique s'est démise de tous ses pouvoirs, s'est dévitalisée en se faisant le chien de garde de la

finance. Repolitiser l'espace politique, le décontaminer, le libérer de son servage économique reviendra *ipso facto* à redonner au vote sa charge politique. La participation électorale relaiera, prolongera alors les luttes au lieu de les étouffer, au lieu de hâter la fin du politique. Le vote n'est pas en soi une mascarade, une maladie mais s'est changé en une farce dès lors que l'*hubris* folle du capital a dévoré et asservi la politique. Dans des États gérés comme des entreprises, où les gouvernants sont des managers mus par l'intérêt, le profit, voter pour la droite ou la gauche ne fait que conforter l'emprise du marché dès l'instant où le parlementarisme bourgeois marche main dans la main avec les dignitaires de la finance, les fossoyeurs de la vie libre. La formule hybride du capitalo-parlementarisme fait ainsi de la loi rassurante de l'alternance le moyen d'assurer sa perpétuation. Mais, fût-ce dans cette quasi-mort du politique avalé par les lois du marché, l'on soutiendra qu'il n'est pas indifférent pour l'avenir du monde, les choix de société, les enjeux sociaux, écologiques, les engagements dans les conflits internationaux que Barack Obama ou George Bush Jr soit au pouvoir.

Demeure une question en suspens. La politique peut-elle à partir de ses propres armes retrouver ses possibles, son exigence d'égalité, du bien commun ou ne le pourra-t-elle que si le chaos du néolibéralisme s'hyperbolise dans une crise qui le met k.o.? La réinvention de la politique ne surgira-t-elle que sur le cadavre du néolibéralisme implosant sous ses crises et sous les assauts que les forces de résistance lui portent? Plutôt qu'attendre la désagrégation interne du capital dont rien ne nous dit qu'elle adviendra (son régime de crise perpétuelle ne le rend-il pas invulnérable?), faisons en sorte de mobiliser des pratiques de luttes neuves et intempestives qui accélèrent la débandade du système de domination qu'est l'hypercapitalisme.